

CV - Léo Vigny

Docteur en science économique de l'Université Sorbonne Paris Nord

Qualifié à la fonction de Maître de conférence en science économique (n°24205363005)

Né le 18 janvier 1995
E-mail : leo.vigny[at]orange.fr
Tél. : 06 79 55 48 44

Adresse professionnelle :
CEPN – Bureau 4.006
5 cour des Humanités
93300 Aubervilliers

Mis à jour : mars 2025

Sommaire

<i>Situation professionnelle</i>	2
<i>Parcours universitaire</i>	2
<i>Publications</i>	3
<i>Communications</i>	4
<i>Autres activités scientifiques et collectives</i>	4
<i>Activités d'enseignement et d'encadrement</i>	5
<i>Présentation des activités de recherche et d'enseignement</i>	7
<i>Annexes :</i>	15

Situation professionnelle

- Février 2025 : **Statisticien** à la Confédération Générale du Travail.
- Avril 2024 : **Contrat postdoctoral** au Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques (financement IRES), Sciences Po Paris, sur les régimes de croissance et l'aide publique aux entreprises en Europe.
- Septembre 2021 – Août 2023 : **Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) à mi-temps (96 HETD)** à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Institut d'Administration Économique et Sociale
- Septembre 2018 – Août 2021 : **Doctorant contractuel avec mission d'enseignement** à l'Université Sorbonne Paris Nord – CEPN (UMR CNRS 7234)

Parcours universitaire

- 2023 : **Doctorat en sciences économiques, Trajectoires et déterminants des dépenses publiques au sein de l'Union européenne : les cas de l'Allemagne, de la France et de la Grèce**, thèse soutenue le 27 juin 2023 au Campus Condorcet.

Membres du jury :

- **Arnaud Lechevalier**, Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Directeur de thèse
 - **Dany Lang**, Maître de conférences, Université Sorbonne Paris Nord, Directeur de thèse
 - **Laurent Cordonnier**, Professeur des universités, Université de Lille, Président du jury
 - **Corinne Perraudin**, Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rapportrice
 - **Till Van Treck**, Professeur des universités, Université de Duisbourg, Rapporteur
 - **Donatella Gatti**, Professeur des universités, Université Sorbonne Paris Nord, Examinatrice
 - **Agnès Labrousse**, Professeur des universités, Institut de science politique de Lyon, Examinatrice
 - **Jérôme Creel**, Directeur de recherche, Observatoire français de la conjoncture économique, Examineur
- 2018 : **Master 2 « Chargés d'études économiques et sociales », option recherche économie** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention bien.
 - 2017 : **Master 1 « Sciences économiques et sociales », option sociologie** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention assez bien.
 - 2016 : **Double licence économie-géographie**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention assez bien.

- 2013 : **Baccalauréat filière scientifique, spécialité physique** – lycée Condorcet mention bien.

Publications

Articles publiés dans des revues à comité de lecture

- 2022 : « The Greek sovereign crisis: a post-Keynesian synthesis », **International Journal of Political Economy**, 51, 2022.
- 2022 : « Les dépenses publiques et leurs déterminants : revue de la littérature et mise en perspective dans le contexte institutionnel européen », co-écrit avec Arnaud Lechevalier, **Revue de l'OFCE**, 179, 2022.

Articles acceptés dans des revues à comité de lecture

- 2025 : « European government expenditures : convergence or persistence of varieties of capitalism ? », **Socio-Economic Review**, en cours de soumission. Accepté avec des modifications mineures (cf. Annexe 1).
- 2025 : « Quantifier le secteur public : que nous apprend l'indicateur dépense publique ? », **Revue Française de Socio-Économie**, deuxième relecture en cours. Accepté (cf. Annexe 2).

Article en cours de soumission :

- 2025 : « Resurgence of fiscal interventionism: a longitudinal analysis of public aid to businesses in France since 1949 », co-écrit avec Aïmane Abdelsalam, **Cambridge Journal of Economics** (cf. Annexe 3).

Rapport de recherche :

- 2025 : « L'aide publique en Europe : déterminants et impacts. » Rapport de recherche issu d'une Agence d'objectif de l'IRES.

Working paper :

- 2025 : « Resurgence of fiscal interventionism: a longitudinal analysis of public aid to businesses in France since 1949 », co-écrit avec Aïmane Abdelsalam.

Travaux en cours

- « Fiscal policy an growth regime in the Eurozone », en cours co-écrit avec Aïmane Abdelsalam.

Communications

- 2024a : « Régimes de croissance et aides publiques aux entreprises en Europe » communication au *colloque de l'AFEP*, Montpellier.
- 2024b : « La politique budgétaire dans le capitalisme contemporain : outils et objectifs » communication aux Journées d'étude : état, régulation et capitalisme, Université de Lille.
- 2023 : « Les déterminants des dépenses publiques à l'aune des contextes institutionnels : revue de la littérature et mise en perspective européenne », communication au *séminaire STEP, Centre d'Économie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne*.
- 2022a : « Dynamiques comparées des dépenses publiques : les cas de l'Allemagne, de la France et de la Grèce », communication au *séminaire des doctorants du CEPN, Université Sorbonne Paris Nord, Centre d'Économie Paris Nord (CEPN), Campus Condorcet*.
- 2022b : « L'indicateur dépense publique : histoire et limites » communication au *colloque de l'AES*, Grenoble.
- 2022c : « L'indicateur dépense publique : histoire et limites » communication au *colloque de l'AFEP*, Amiens.
- 2021 : « Une petite histoire des déficits publics en zone euro : de la crise des dettes souveraines à la récession de la pandémie de Covid-19 » communication au *colloque l'AFEP*, en ligne.
- 2020 : « Une petite histoire des déficits publics en zone euro : de la crise des dettes souveraines à la récession de la pandémie de Covid-19 » communication au *séminaire des doctorants du CEPN, Université Sorbonne Paris Nord, Centre d'Économie Paris Nord (CEPN), Villetaneuse*.
- 2019a : « D'une planification à l'autre : les rapports entre l'État et l'économie à l'aune du cas grec », communication au *colloque AFEP-IIPPE*, Sciences Po Lille, Lille.
- 2019b : « La crise grecque : rapports de force et faillite de l'État » communication au *séminaire des doctorants du CEPN, Université Sorbonne Paris Nord, Centre d'Économie Paris Nord (CEPN), Villetaneuse*.

Autres activités scientifiques et collectives

Organisation de séminaires

- 2021-2022 : **co-organisateur du séminaire de formation disciplinaire en économie** du CEPN, Université Sorbonne Paris Nord.

- 2019-2023 : **co-organisateur du séminaire doctorant** du CEPN, Université Sorbonne Paris Nord.
- 2018 : **organisation du colloque Modeling and Analysis of Complex Monetary Economy (MACME)**, Université Sorbonne Paris Nord.

Activités collectives

- 2021-2023 : **représentant des doctorants à l'école doctorale Érasme**

Participation à des écoles d'été

- 2019 : **Participation à la Summer school « 7th International FMM Keynesian Summerschool »**, Macroeconomic Policy Institute (IMK), Berlin, du 28 juillet au 02 août 2019.

Participation à des colloques et à des journées scientifiques en tant qu'auditeur

- 2021 : **Participation au colloque « Innovations et métamorphoses monétaires : Quelles monnaies pour quelles politiques économiques dans le contexte de crises ? »**, MSH Paris Nord, 19 et 20 octobre 2021.
- 2018 : **Participation à la 22^{ème} conférence FMM « 10 Years after the Crash: What have we learned? »**, Macroeconomic Policy Institute (IMK), Berlin, du 25 au 27 octobre 2018.

Membre de comités de suivi de thèse

- **Membre du comité de suivi de Laura Allès (CEPN)** : thèse intitulée « Marchandisation du soin et capitalisme hospitalier, une analyse à partir de l'hôpital privé à but lucratif ».
- **Membre du comité de suivi de Ryan Woodgate (CEPN)** : thèse intitulée « The macroeconomics of offshoring and intergovernmental policy competition : a post-keynesian analysis of key aspects of neoliberal globalisation ».

Membre d'associations professionnelles

- **Membre de l'Association Française d'Economie Politique (AFEP) depuis 2018, membre du CA depuis 2023**

Activités d'enseignement et d'encadrement

2024-2024 (Université Paris 8 – Vincennes - Saint-Denis)

- **Chargé de cours magistral et de TD de « Techniques quantitatives » (72 HETD), L3 LEA.**

2022-2023 (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Institut Administration Économique et Sociale)

- Chargé de TD de « Économie du travail » (54 HETD), L2 AES
- Chargé de TD de « Économie appliquée - microéconomie » (36 HETD), L2 AES

2021-2022 (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Institut Administration Économique et Sociale)

- Chargé de TD de « Économie du travail » (36 HETD), L3 AES
- Chargé de TD de « Économie de la protection sociale » (36 HETD), L3 AES
- Tutorat (36 HETD), L1 AES

2020-2021 (Université Sorbonne Paris Nord – UFR SEG et Institut Galilée)

- Chargé de TD de « Macroéconomie approfondie » (64 HETD), L3 Économie-Gestion et L3 licence mathématiques appliquées à l'économie et la finance
- Encadrement de mémoires (2 HETD), L3 licence mathématiques appliquées à l'économie et la finance

2019-2020 (Université Sorbonne Paris Nord – UFR SEG et Institut Galilée)

- Chargé de TD de « Macroéconomie approfondie » (48 HETD), L3 Économie-Gestion et L3 licence mathématiques appliquées à l'économie et la finance
- Encadrement de mémoires (2 HETD), L3 licence mathématiques appliquées à l'économie et la finance
- Chargé de TD de « Macroéconomie » (15 HETD), L2 Économie-Gestion

2018-2019 (Université Sorbonne Paris Nord – UFR SEG et Institut Galilée)

- Chargé de TD de « Macroéconomie approfondie » (18 HETD), t L3 licence mathématiques appliquées à l'économie et la finance
- Chargé de TD de « Culture économique » (60 HETD), Licence propédeutique

1. Projet de recherche en cours et à venir

Mes travaux se situent à la croisée de **l'économie politique internationale** et de **l'économie publique**. Ils s'inscrivent dans les courants de **l'économie institutionnaliste et post-keynésienne**. J'utilise à la fois des **méthodes qualitatives et quantitatives** pour réaliser des **comparaisons internationales**. Mes travaux de recherche sont structurés autour de trois axes principaux. Ils ont donné lieu à la **publication de quatre articles dans des revues à comité de lecture**, à la **soumission d'un cinquième article** et à des communications dans des colloques et séminaires.

1.1. Les dépenses publiques dans l'Union européenne : comparaison internationale et dynamiques institutionnelles

Ma thèse s'intitule « *Trajectoires et déterminants des dépenses publiques au sein de l'Union européenne : les cas de l'Allemagne, de la France et de la Grèce* ». Dans une perspective comparative, elle étudie les trajectoires et les déterminants des dépenses publiques dans le contexte européen. Dans la littérature, ces trajectoires sont expliquées par des facteurs structurels (vieillesse démographique, mondialisation etc.). L'influence des institutions et des facteurs politiques est souvent négligée. Dans ma thèse, je montre au contraire que les dynamiques institutionnelles sont déterminantes pour comprendre les trajectoires des dépenses publiques. Leur évolution est conditionnée par des sentiers de dépendance institutionnels qui perdurent au fil du temps et par les choix politiques.

La thèse est structurée en deux parties. La première partie présente le cadre théorique de la thèse. Le premier chapitre propose une analyse critique de la littérature des déterminants des dépenses publiques. Le deuxième chapitre expose le cadre théorique qui sera mobilisé dans la suite de la thèse. Les évolutions des dépenses publiques résultent alors des interactions entre les institutions du secteur public, des dynamiques politiques et des dynamiques structurelles. Ces dynamiques institutionnelles sont réinscrites dans le processus d'intégration économique et politique en cours au sein de l'Union européenne. Ces deux premiers chapitres ont été publiés sous la forme d'un article dans la *Revue de l'OFCE*. Le troisième chapitre analyse les conditions dans lesquelles une contrainte budgétaire peut affecter l'activité des administrations publiques. Cette dernière dépend des configurations de la relation entre la Banque centrale européenne (BCE) et les Trésors des différents États membres, qui n'a été contraignante que pour certains pays de la zone euro entre 2010 et 2015.

Après avoir présenté le cadre théorique de la thèse, j'étudie les trajectoires des dépenses publiques de l'Allemagne, la France et la Grèce. L'indicateur « dépense publique » est central dans mes travaux. Il est donc nécessaire de comprendre comment l'indicateur est construit pour mener à bien des comparaisons internationales. Le chapitre 4 se propose donc d'étudier ses limites et les problèmes posés par les comparaisons internationales. Ce chapitre va être publié sous la forme d'un article dans la *Revue Française de Socio-Économie*. Dans le chapitre 5, je mets en évidence l'absence de convergence des dépenses publiques des États membres de la zone euro. À l'aide de statistiques descriptives, ainsi que de méthodes d'analyse de données (ACP et clusterisation), j'ai observé la persistance de sous-groupes aux caractéristiques différentes en termes de niveau et de structure des dépenses publiques. Ce chapitre a été acceptée à la publication sous réserve de modifications mineures dans la *Socio-Economic Review*. Le chapitre 6 propose une étude comparée de la dynamique des dépenses publiques en Allemagne, en France et en Grèce. Les spécificités institutionnelles nationales et les dynamiques politiques jouent un rôle central dans les trajectoires des dépenses publiques. C'est notamment le cas pour les dépenses sociales qui expliquent en grande partie les trajectoires et les écarts de dépenses publiques dans les pays étudiés. Dans le dernier chapitre, publié dans l'*International Journal of Political Economy*, j'ai étudié les causes de la crise grecque et les déterminants des politiques d'austérité. Je commence par identifier les trois thèses mises en avant par la littérature pour expliquer cette crise. Je montre ensuite leurs limites explicatives à partir d'une analyse empirique de la trajectoire de l'économie grecque. Je propose ensuite d'expliquer la crise grecque par l'économie politique de la zone euro. Le fonctionnement du fédéralisme interétatique européen révèle une vraie asymétrie de pouvoir entre les États membres. La volonté allemande d'interdire toute forme d'intervention de la BCE sur les marchés souverains a conduit la Grèce et d'autres États membres au bord du défaut. L'adoption d'une ligne politique austéritaire s'explique à nouveau par les préférences politiques allemandes, soutenue par une coalition d'État « frugaux ».

1.2. La politique budgétaire en Europe : outils, échelle et institutions

Une part importante de la politique budgétaire se fait aujourd'hui par le biais d'autres instruments que les dépenses directes, notamment via les baisses d'impôts ou de cotisations sociales. Ces dépenses socio-fiscales occupent une place fondamentale dans l'intervention publique, mais sont pourtant souvent laissées de côté dans les études comparatives. Dans le cadre d'un contrat postdoctoral au LIEPP (Science Po), j'ai travaillé sur un projet qui visait à

comparer les dispositifs d'aides publiques aux entreprises en Europe en intégrant les dépenses publiques et les dépenses socio-fiscales.

Cette recherche traite des évolutions de la politique d'aide publique aux entreprises et des transformations des politiques budgétaires des États européens. L'essor de l'aide publique illustre un retour de l'interventionnisme fiscal, avec des outils et objectifs différents que ceux de l'époque fordiste. L'enjeu est de déterminer si l'aide publique aux entreprises constitue une alternative viable aux politiques keynésiennes de soutien à la demande, notamment dans le cadre de la transition écologique pour des économies fortement internationalisées. Ce travail a été publié sous la forme d'un rapport de recherche IRES, d'un document de travail du LIEPP et une partie a été soumise au *Cambridge Journal of Economics*.

Face à l'insuffisance des indicateurs développés par Eurostat et la Commission Européenne, j'ai construit un nouvel indicateur qui englobe plusieurs formes de soutien fiscal, notamment les dépenses directes et les dépenses socio-fiscales. À partir des données de la *Global Tax Expenditure Database* (GTED) et d'Eurostat, j'ai comparé les niveaux d'aides publiques aux entreprises (subventions et dépenses fiscales) en Europe. D'après mes résultats, le soutien fiscal est fortement corrélé au niveau de prélèvement obligatoire. J'en ai déduit que les aides fiscales compensent le niveau de taxation. En France, les aides aux entreprises ont augmenté de manière spectaculaire au cours des trois dernières décennies. Les données montrent qu'elles ont atteint 8 points de PIB en 2019. L'effet de ces aides est faible sur l'emploi, l'investissement ou encore les dépenses en R&D. À l'échelle macroéconomique, les aides sont associées à une augmentation des marges des entreprises, dans un contexte de stagnation séculaire.

En plus d'intégrer de nouvelles formes d'interventions, l'étude des politiques budgétaires en Europe nécessite aussi de saisir le nouveau rôle joué par les institutions fédérales. L'intégration européenne a fait apparaître une nouvelle échelle de formulation et d'implémentation des politiques publiques. Cet échelon fédéral était à l'origine doté de compétences restreintes aux sphères juridiques, réglementaires puis monétaires. Cependant, la pandémie de la Covid-19 et les bouleversements géopolitiques mondiaux ont conduit à la mise en place d'une politique budgétaire de grande ampleur. Le plan *Next Generation European Union* (NGEU) est doté d'une capacité financière de 750 milliards d'euros, à laquelle s'ajoute le programme SURE (*Support to mitigate Unemployment Risk in an Emergency*), qui a fourni 100 milliards d'aides financières aux États membres pour préserver l'emploi. Il est alors légitime de se demander si l'on assiste au développement d'une nouvelle échelle, fédérale, de mise en place de la politique budgétaire. Je souhaite donc analyser la formation de ce nouvel échelon d'implémentation des

politiques budgétaires, tant du point de vue des ressources et de leur utilisation que de celui de la gouvernance.

Enfin, une troisième dimension de recherche doit être intégrée : les institutions propres à chaque pays. Comme cela a été mis en avant par l'école de la Régulation, il existe une grande variabilité institutionnelle parmi les États membres. Il me semble alors nécessaire d'adopter une approche comparative attentive à ces spécificités ainsi qu'aux trajectoires socio-économiques qu'elles produisent pour caractériser les évolutions des politiques budgétaires en Europe (cf. 1.3).

À l'échelle européenne et nationale, la crise écologique appelle des changements structurels de grande ampleur dans tous les secteurs de l'économie (énergie, industrie, transport, logement, agriculture...). La littérature insiste principalement sur les aspects incitatifs et financiers. Mais mes travaux m'amènent à penser que la politique budgétaire doit jouer un rôle primordial, tant par sa capacité à orienter l'investissement qu'à la possibilité qu'offrent les transferts de faire advenir une transition écologique socialement juste. Penser ces nouvelles politiques publiques nécessite en Europe d'intégrer une large palette d'instruments, une pluralité d'échelles d'implémentation ainsi qu'une diversité de contextes institutionnels.

1.3. Dynamique des régimes de croissance en Europe : politique budgétaire et spécialisation nationale

Ces travaux me conduisent à explorer de nouvelles voies de recherche, notamment les liens entre politiques budgétaires et la diversité des contextes institutionnels nationaux. L'approche des régimes de croissance permet de lier les dynamiques macroéconomiques (composante de la demande agrégée, répartition des revenus) avec les spécificités institutionnelles propres à chaque pays. Les sources de la croissance divergent selon les pays : certains tirent leur croissance des exportations, tandis que d'autres s'appuient sur la demande intérieure. Ces circuits macroéconomiques dépendent des compromis institutionnels propre à chaque pays.

Mon projet de recherche vise à comprendre les relations entre politique budgétaire au sens large, tant les impôts que les dépenses, et les régimes de croissance. L'hypothèse est que la politique budgétaire modifie la répartition sectorielle et interpersonnelle des revenus et constitue une dimension structurante des régimes de croissance. La structure fiscale est l'un des facteurs qui permet de comprendre les spécialisations nationales des pays européens.

Pour étudier les différentes formes d'intervention en Europe, j'utilise les données fiscales de la comptabilité nationale par secteur d'Eurostat. Nous avons développé, avec mon co-auteur, un

indicateur de l'effort fiscal net des aides publiques. Rapporté au revenu des différents secteurs, nous pouvons comparer l'effort fiscal net des ménages et des entreprises.

Les résultats préliminaires montrent que les pays exportateurs ont une structure fiscale qui repose plus sur les ménages que sur les entreprises. La consommation des ménages est moins dynamique, mais les coûts de production associée aux prélèvements obligatoires sont également diminués ce qui favorise les exportations. Ces politiques publiques s'intègrent dans un ensemble institutionnel complémentaire d'austérité salariale et fiscale. Les pays qui s'appuient sur la demande intérieure ont une structure fiscale qui repose plus sur les entreprises. Les ménages disposent alors d'une plus grande part de leur revenu ce qui accroît la consommation mais qui peut d'une part renchérir le coût de la production, donc rendre les exportations moins compétitives, et désincite les firmes multinationales à investir sur le territoire national.

Ces résultats préliminaires ont vocation à être prolongés en étudiant plus finement les spécialisations productives des pays européens. Les données d'Eurostat permettent d'une part d'analyser l'effort fiscal des différents secteurs à une échelle fine (NACE rév. 2, niveau A38). L'analyse de ces secteurs peut être complétée avec « l'Atlas de la complexité », développé par l'université d'Harvard. Une analyse spatiale est également envisagée. Les spécialisations productives nationales sont déterminées par l'existence clusters à l'échelle méso-économique. L'analyse spatiale des structures productives et fiscales grâce à la nomenclature NUTS d'Eurostat permettrait d'étudier cette dimension.

2. Activités d'enseignement et d'encadrement

J'ai eu l'occasion de dispenser un certain nombre d'enseignements depuis 2018. De 2018 à 2021, j'ai donné des cours à l'UFR SEG (Sciences Économiques et de Gestion) et à l'Institut Galilée de l'Université Sorbonne Paris Nord dans le cadre de mon contrat doctoral avec mission d'enseignement (64 HETD). Puis j'ai enseigné à l'Institut d'Administration Économique et Sociale de l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne en tant qu'ATER à mi-temps (96 HETD) de 2021 à 2023.

- **Enseignement au sein de l'Université Sorbonne Paris Nord**

Au sein de l'UFR SEG, j'ai enseigné « *Macroéconomie approfondie* » en L3 Économie-gestion et en L3 Mathématiques Appliquées à l'Économie et à la Finance. Ce cours présentait différents modèles et cadres théoriques (modèle AS-AD, nouveau consensus macroéconomique, approche régulationniste et post-keynésienne). Dans le cadre de ce TD, j'ai été amené à réaliser une partie

de la brochure ainsi que les énoncés d'examens et de partiels. J'ai aussi enseigné le TD de « *Culture économique* » en année de licence propédeutique. Dans ce cours, les étudiants ne venaient pas d'un cursus général et devaient effectuer une année de licence propédeutique avant de pouvoir rejoindre la L1. Il était uniquement composé de séances en TD, j'étais donc responsable du contenu pédagogique et de l'évaluation. Il a notamment fallu adapter le contenu pédagogique au niveau d'étudiants qui venaient de parcours professionnels qui ne disposaient pas des connaissances requises pour intégrer une licence d'Économie-Gestion. J'ai aussi enseigné le de « *Macroéconomie* » L2 Économie-gestion qui présentait la théorie keynésienne et le modèle IS-LM. J'ai également encadré des mémoires d'étudiants en L3 mathématiques appliquées à l'économie et la finance.

- **Enseignement au sein de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

J'ai ensuite obtenu un contrat d'ATER à mi-temps à l'Institut d'Administration Économique et Sociale de l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne pour l'année 2021-2022. J'ai été chargé de TD pour le cours d'« *Économie du travail* ». Ce cours exposait les différentes typologies des systèmes de protection sociale puis détaillait la structure institutionnelle et le mode de calcul des prestations sociales du système français. J'ai enseigné le cours d'« *Économie du travail* » qui exposait les différentes théories qui expliquent le fonctionnement du marché du travail (évolution du taux de chômage, segmentation, qualification). J'ai également donné un cours de microéconomie intitulé « *Analyse économique* ». L'objectif était de transmettre aux étudiants les notions de base de la microéconomie néoclassique à partir de cas d'étude concrets. J'ai aussi pris la charge de tutorat qui avait pour objectif d'aider les étudiants de L1 dans les différentes matières majeures de la licence d'AES (économie, sociologie, droit ou histoire).

- **Enseignement au sein de l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis**

Au sein de l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, j'ai été chargé des cours de techniques quantitatives en troisième année de licence LEA. Ces cours étaient réalisés dans un format hybride, mi-CM, mi-TD, comme c'est l'usage à Paris 8. J'ai préparé dans les parties CM que les parties TD. Ce cours avait pour objectif d'introduire les notions de base de la comptabilité aux étudiants ainsi que les initiés aux méthodes statistiques.

- **Retour sur mon parcours d'enseignement**

Mon parcours m'a permis d'enseigner auprès d'une diversité de public plus ou moins spécialisé en économie (licence d'économie, d'AES et de mathématiques) et plus ou moins à l'aise avec

l'usage des outils mathématiques en économie. En tant qu'enseignant, j'ai appris à adapter mon contenu pédagogique aux profils des étudiants ainsi qu'aux attentes de la formation. Par exemple, les compétences attendues à l'issue d'un semestre de macroéconomie en licence d'économie ou licence de mathématiques appliquées à l'économie diffèrent tant du point de vue des objets abordés que du degré de formalisation.

J'ai eu la chance de pouvoir participer à la création du contenu pédagogique de certains de mes TD, notamment en « Macroéconomie approfondie », « Culture économique ». J'ai alors pu réfléchir à deux points que me semblent importants. D'une part, j'ai essayé d'articuler connaissance théorique et compétences professionnelles. Par exemple, j'ai enseigné la macroéconomie en liant les apports des différentes écoles de pensée à la description du fonctionnement réel des institutions (Banque centrale, banques, entreprises non financières etc.). D'autre part, j'ai essayé d'impliquer au maximum les étudiants dans les cours, en favorisant les échanges pendant les cours et étant attentif à leurs retours sur les contenus et ressources pédagogiques proposées. Je suis convaincu que donner un rôle actif aux étudiants dans le cadre de leurs parcours universitaires favorisent leurs adhésion et réussite.

Dans le cadre de mes enseignements, j'ai toujours adopté une approche pluraliste en présentant aux étudiants les différents points de vue qui existent en économie ainsi que, dans la mesure de mes capacités, dans les autres sciences sociales. Cette nécessité était d'autant plus importante lorsque j'ai enseigné en licence d'AES, où les enseignements en économie devaient faire écho aux cours d'histoire, de sociologie et de droit.

3. Responsabilités dans la vie académique

- **Animation de la vie scientifique**

J'ai été amené à endosser un certain nombre de responsabilités collectives et administratives durant mes années de thèse. J'ai notamment été co-organisateur du « Séminaire des doctorants du CEPN » entre 2019 et 2023. Ce séminaire, qui est l'un des plus populaires du CEPN, a lieu à une fréquence assez soutenue le vendredi à l'heure du déjeuner (lunch séminaire). Nous y recevons des doctorants du laboratoire. Concrètement, les membres de l'équipe d'organisation doivent inviter les intervenants, réserver la salle où se tient le séminaire, communiquer autour des séances, commander des paniers repas (autour d'une dizaine en moyenne), gérer la transmission du séminaire en ligne (Zoom), accueillir les intervenants sur le site de Villetaneuse, introduire la séance et se charger de la modération de la discussion. J'ai aussi créé et contribué à l'organisation du « Séminaire de formation disciplinaire en économie » qui avait

pour but de proposer aux doctorants une introduction faite par des chercheurs confirmés sur des thématiques de recherche ou une école de pensée particulière.

J'ai également contribué à l'organisation d'un colloque international sur la modélisation Stock-Flux Cohérente (SFC) intitulé « Modeling and Analysis of Complex Monetary Economy » (MACME) en 2018. Ce colloque avait pour objectif d'inviter des chercheurs de plusieurs pays à présenter leurs travaux en matière de modélisation SFC. Cette expérience m'a conduit à participer à l'organisation administrative du colloque (gestion financière, contact avec les chercheurs invités) ainsi qu'à la communication de l'évènement.

Enfin, je suis membre de l'Association Française d'Économie Politique (AFEP) depuis 2018, dont j'ai intégré le conseil d'administration fin 2023.

- **Responsabilités administratives**

J'ai aussi été le représentant des doctorants auprès de l'école doctorale Érasme de l'Université Sorbonne Paris Nord. Deux années pendant lesquelles j'ai cherché à améliorer et à défendre les conditions de travail des doctorants et du personnel de l'université. J'ai aussi participé au processus de sélection des doctorants de l'école doctorale. J'ai également fait également partie de deux comités de suivi de thèse. L'école doctorale Érasme de l'Université Sorbonne Paris Nord exige en effet qu'un comité de suivi soit réuni chaque année pour que les doctorants puissent se réinscrire. Le comité est composé d'un membre titulaire du laboratoire, d'un membre externe à l'université et d'un doctorant du laboratoire.

Au cours de mes 5 années de thèse, je me suis investi avec plaisir dans l'animation scientifique du laboratoire et de sa gestion administrative. Je souhaiterais dans la mesure du possible poursuivre cet engagement au service du collectif sur mon prochain lieu de travail.

Annexes :

• Annexe 1 : mail de la Socio-Economic Review

 Socio-Economic Review à : leo.vigny@orange.fr	23/01/25 20:19 détails ▾ 
---	---

23-Jan-2025

Dear Léo Vigny,

Your manuscript SER-2024-0145.R1 entitled "Do European government expenditures converge?" has been reviewed.

We received generally favorable reviews and decided to accept your paper on the condition that you change it to take into account the suggestions of the reviewer(s) and my recommendations.

Editor in Charge

• Annexe 2 : mail de la Revue Française de Socio-Economie

Le 12/11/2024 à 19:12, rf-socioeconomie@univ-lille.fr a écrit :

Cher collègue,

La correctrice éditoriale a relu votre article accepté pour publication dans un prochain numéro de la **RFSE** (cf. pièce jointe). Malheureusement, elle nous informe que votre bibliographie ne respecte pas nos normes éditoriales. S'il vous plaît, le comité de rédaction vous demande de bien vouloir la reprendre afin de la mettre aux normes. Pour vous y aider, vous trouverez :

- ci-joint les 10 commandements ;
- [le lien](#) vers la page qui détaille nos normes éditoriales.

Le comité de rédaction vous remercie de votre collaboration.

Très cordialement,

Pour la **RFSE**,

Frédéric Chavy, secrétaire de rédaction

• Annexe 3 : mail du Cambridge Journal of Economics

 Cambridge Journal of Economics à : leo.vigny@orange.fr	05/03/25 15:14 détails ▾ 
--	---

05-Mar-2025

Dear Dr Vigny,

Your manuscript entitled "Resurgence of fiscal interventionism: a longitudinal analysis of public aid to businesses in France since 1949" has been successfully submitted online and is presently being considered by the Editorial Board of the Cambridge Journal of Economics. Please read the important information below as this gives very important information about the preliminary processing of your manuscript and the online status in your author centre.

Your manuscript ID is CJE-2025-056.